

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse
Herausgeber: Schweizerischer Forstverein
Band: 163 (2012)
Heft: 4

Rubrik: Aktuell = Actualités

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les crues marquent les dommages liés aux intempéries en 2011



A Wiler (Lötschental, Valais), le Milibach a débordé le 10 octobre 2011. Photo: Jules Seiler, Geoplan AG

En 2011, les intempéries ont provoqué en Suisse des dommages atteignant 120 millions de francs. Environ 71% des dommages sont à attribuer à l'évènement du 10 octobre, lorsque des précipitations durables et une rapide fonte des neiges ont provoqué des préjudices dans les cantons de Berne, du Valais et de Glaris. Le montant des dommages de l'année 2011 se situe nettement sous la moyenne à long terme de 344 millions de francs. ■
www.wsl.ch > *Actualités et médias*

Flexibilisierung der Waldflächenpolitik: Waldgesetz ist revidiert

Die im Zusammenhang mit der parlamentarischen Initiative 09.474 «Flexibilisierung der Waldflächenpolitik» stehende Teilrevision des Waldgesetzes ist mit Annahme der Vorlage durch die beiden Räte am 16. März 2012 abgeschlossen.

Die Kantone haben damit neu die Möglichkeit, auch gegenüber der Landwirtschaftszone statische Waldgrenzen einzuführen. Beim Rodungersatz ist wie bisher in erster Linie Realersatz zu leisten. Anstelle von Realersatz können in Gebieten mit zunehmender Waldfläche Massnahmen zugunsten des Natur- und Landschaftsschutzes getroffen werden, in den übrigen Gebieten ausnahmsweise zur Schonung von landwirtschaftlichem Kulturland sowie von ökologisch oder landschaftlich wertvollen Gebieten. Ganz auf Rodungersatz verzichtet werden kann zur Rückgewinnung von landwirtschaftlichem Kulturland, das in den letzten 30 Jahren eingewachsen ist. ■
www.parlament.ch > *Amtliches Bulletin*

Ziele für die Anpassung an den Klimawandel verabschiedet

Der Bundesrat will sich vermehrt auch für Massnahmen zur Anpassung an den Klimawandel einsetzen. Dazu hat er kürzlich den ersten Teil seiner Strategie «Anpassung an den Klimawandel in der Schweiz» verabschiedet. Handlungsbedarf im Waldbereich sieht er bei den Waldbeständen mit hohem Nadelholzanteil in den tieferen Lagen. Diese möchte er in robuste Mischwälder überführen. Weiter ortet er Handlungsbedarf bei den waldbrandgefährdeten Standorten und bei denjenigen Schutzwäldern, in welchen ungenügende Verjüngung und verminderte Bestandesstabilität zusammentreffen. ■

www.news.admin.ch > *Dokumentation*

Du hêtre pour la Confédération

Le hêtre est la deuxième essence la plus fréquente dans les forêts suisses. Mais les ventes du bois de hêtre baissent dans toute l'Europe, en raison du recul de la consommation. Dans cette situation, l'Office fédéral investit dans l'utilisation de bois dans le bâtiment. Jugeant le succès trop petit, Jean-François Rime veut stimuler la demande au sein même de la Confédération. Pour cette raison, il vient de déposer l'interpellation 12.3140 «Du hêtre pour la Confédération». ■

www.parlament.ch > *Curia Vista*

Neue Kantonsförster

Bruno Schmid, Kreisförster im Schaffhausischen Forstkreis 1, wird neuer Kantonsförster in Schaffhausen. Er löst den in den Ruhestand tretenden Bruno Tissi ab.

Als Nachfolger des Glarner Kantonsobersförsters Fritz Marti wurde Dani Rüegg gewählt. Der 46-Jährige ist Inhaber eines Forstingenieurbüros, welches er auch in seiner neuen Funktion, fokussiert auf den Wald-Wild-Bereich, weiterführen will. ■

Une résistance génétique à la chalarose du frêne?

La chalarose, un pathogène fongique, menace le frêne en Europe. Une étude au Danemark a révélé que les clones du frêne

avec une sénescence des feuilles précoce en automne sont moins susceptibles envers la maladie. Cette résistance ne semble pas être uniquement une conséquence de la sénescence des feuilles, mais aussi un résultat d'une défense génétique active dans certains arbres, empêchant de succomber à la maladie, même quand l'infection est déjà présente. Ces résultats donnent de l'espoir pour le futur du frêne en Europe. ■

www.foretwallonne.be > *Forêt-mail 85*

Forschungsprogramm «Wald und Klimawandel»: Projekt-Call

Das Forschungsprogramm «Wald und Klimawandel» des Bundesamts für Umwelt und der Eidgenössischen Forschungsanstalt WSL startet in die zweite Programmphase. Bis zum 30. April 2012 können Projektvorschläge zu den Themen Standortfaktoren, Baumartenportfolio, Anpassungsstrategien, Waldleistungen, Akzeptanz und Umsetzung eingegeben werden. ■

www.wsl.ch/wald_klima

Finanzierung von Waldleistungen

Das Bundesamt für Umwelt hat kürzlich die aktuelle Finanzierung von spezifischen Leistungen des Waldes und der Waldwirtschaft untersucht und Finanzierungsvorschläge erarbeitet. Am Seminar der Fortbildung Wald und Landschaft vom 26. April 2012 werden die Ergebnisse präsentiert und künftige Methoden und Instrumente zur Förderung von Waldleistungen vertieft. ■

www.fowala.ch

Wald-Wild-Konflikt als Chance

Der Wald-Wild-Konflikt ist ein Dauerthema mit scheinbar unlösbaren Differenzen. Schaut man genau hin, zeigt sich, dass Lösungen sehr wohl möglich sind. Anlässlich der Wald-Wild-Weiterbildung der Arbeitsgruppe Wald und Wildtiere des SFV vom 15. August (Maienfeld) und 16. August 2012 (Lyss) analysieren kompetente Referenten bestehende Konflikte und skizzieren Methoden zu deren Bewältigung. ■

www.forstverein.ch

Le rôle important des petites ONG pour le développement – un exemple de Madagascar

Antananarivo, mars 2009: d'importantes manifestations éclatent et conduisent à l'éviction du président de la République de Madagascar, Marc Ravalomanana. Le pouvoir est entre les mains d'une autorité de transition présidée par l'ancien maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, et soutenue par l'armée. Ce changement de pouvoir, considéré comme un putsch par l'ensemble de la communauté internationale, a stoppé net les aides financières pourtant indispensables. Madagascar est en effet un des pays les plus pauvres du monde. Depuis les années 60 et son indépendance, l'île de Madagascar peine à se développer, et une grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. C'est aussi un des rares pays qui chute régulièrement dans les différents classements internationaux de développement. Pourtant le pays possède de grandes richesses naturelles. Du fait de son histoire géologique et de sa position au milieu de l'océan Indien, il renferme une richesse floristique et faunistique très importante avec un taux d'endémisme supérieur à 80% ainsi qu'un sous-sol riche en divers minéraux et pierres précieuses. Mais les milieux naturels sont soumis à une très forte pression en raison de la pauvreté et du manque d'éducation de la majorité des habitants. La destruction des biotopes est accentuée par des formes d'exploitation traditionnelles peu productives comme le tavy (culture sur brûlis), la chasse, la pêche, la cueillette et la production de charbon ou de bois de feu. L'exemple du bois de rose exploité illégalement dans les forêts pluvieuses des parcs nationaux montre la fragilité des populations locales. En effet, l'instabilité politique ainsi que la corruption permettent l'exportation illégale de ce bois précieux vers la Chine par des exportateurs qui profitent de la situation précaire des villageois et qui les amènent à récolter du bois pour quelques euros, alors que celui-ci sera revendu plusieurs milliers d'euros sur le marché européen ou chinois.

Dans ce climat difficile, de petites structures privées arrivent à obtenir de bons résultats dans les domaines de l'aide au développement et de la protection de l'environnement. Avant la crise de 2009, j'ai effectué un stage de cinq mois dans



Les plantes envahissantes représentent un problème environnemental grandissant à Madagascar. A gauche: les fleurs de niaouli, à droite celles de grevillea.

l'une d'elles dans le but d'obtenir le certificat d'éligibilité d'ingénieur forestier EPF. Lors de mon premier voyage à Madagascar, j'ai travaillé à Vohibola, une réserve forestière située dans l'est du pays, le long du canal des Pangalanes. Elle est gérée par l'ONG «l'Homme et l'Environnement» qui poursuit un travail commencé en 1993 sur un autre site proche du parc national d'Andasibe (à l'est d'Antananarivo). Cette ONG essaie de concilier les besoins de la population locale et la préservation d'un écosystème riche grâce à la mise sous protection de la forêt et à l'apport de solutions économiques comme la production d'huiles essentielles ou l'écotourisme. Ces activités ont été mises en place afin de contrer les pertes pour les populations locales que peuvent engendrer une mise en réserve. L'ONG finance également un soutien scolaire afin d'améliorer l'éducation des enfants et la mise en place de centres médicaux, améliorant ainsi le niveau de vie des habitants. Le thème de mon travail de stage concernait les plantes envahissantes: elles représentent un problème environnemental grandissant à Madagascar depuis déjà de longues années, mais très peu abordé en raison du manque de moyens. J'ai effectué des inventaires sur le site de Vohibola de deux plantes envahissantes: le niaouli (*Melaleuca quinquenervia*), un arbre utilisé pour la production d'huile essentielle, et le grevillea (*Grevillea banksii*), un arbuste, utilisé pour la fabrication de charbon.

En août 2011, je suis retourné à Madagascar et j'ai pu constater que, malgré les difficultés économiques et politiques, l'ONG s'est développée. Elle est passée de trois sites fin 2008 à six lieux d'actions

et emploie actuellement près de 250 employés permanents. Les changements les plus spectaculaires ont été effectués sur le site de Vohibola. En effet lors de mon stage, dans les villages avoisinant la réserve, il n'y avait que très peu d'activités économiques. Les pêcheurs vendaient un peu de poisson sur le marché local, on apercevait parfois quelques touristes, et les quatre petites épiceries ne fournissaient que des biens de première nécessité. Depuis, un hôtel géré par une communauté villageoise a vu le jour, de nouvelles épiceries ont germé, de nouveaux produits sont importés, l'artisanat local s'est fortement développé, un écomusée est en train d'ouvrir ses portes, et le nombre de touristes a augmenté. Les pratiques de chasse et récolte illégales de bois de feu ont quasiment cessé grâce au travail d'information et de contrôle. Seule persiste la chasse aux oiseaux. Lors d'une excursion nocturne, nous avons d'ailleurs trouvé plusieurs pièges à l'intérieur des limites de la réserve. Les efforts fournis sur le site depuis bientôt dix ans par l'ONG portent donc lentement leurs fruits, mais ceci au prix d'une très grande patience et de lourds investissements que les ONG et la communauté internationale ne sont plus prêtes à faire. C'est le cas de la Suisse qui cessera son partenariat avec Madagascar fin 2012 et ceci après 50 ans d'aide au développement sur la grande île. Actuellement, les espoirs reposent donc sur les petites ONG locales qui ont un rôle important à jouer pour aider les plus pauvres qui souffrent de cette crise politique. ■

Ambroise Marchand

Ce voyage d'étude a été soutenu par le Fonds de Morsier de la Société forestière suisse.

Union Europäischer Forstleute: Meeting 2011 in Zypern

Das Meeting 2011 der Union Europäischer Forstleute (UEF) fand vom 13. bis 15. Oktober 2011 in Limassol/Zypern statt, mit 44 Teilnehmenden aus 14 Mitgliedsorganisationen, darunter auch der SIA-Fachverein Wald. Die UEF vertritt als europäische Dachorganisation nationaler Berufsverbände die Interessen der Forstleute aller Stufen.

Forstleute auf europäischer Ebene besser vertreten

Ein Schwerpunkt des diesjährigen Treffens waren die Berichte und Diskussionen zu den Aktivitäten der UEF, welche in allen relevanten Meinungsbildungsprozessen und Gremien der europäischen Forstpolitik vertreten ist. Erfreulicherweise ist Håkan Nystrand (Finnland) in seiner Funktion als UEF-Präsident zum offiziellen Berichterstatter für soziale Aspekte im Prozess der EU-Forststrategie ernannt worden. Somit können die Interessen der im Wald Beschäftigten in einem zentralen Element der europäischen Forstpolitik wirkungsvoll vertreten werden. Dieser Erfolg kam durch die Forderung der UEF zustande, bei der Erneuerung der Forststrategie nebst den Belangen der Gesellschaft neu auch jene der im Wald Beschäftigten zu berücksichtigen. Die UEF wirkt u.a. auch bei Forest Europe mit, wie sich die Ministerkonferenz zum Schutz der Wälder in Europa (MCPFE) neu nennt. Diese hat bekanntlich an der Ministerkonferenz 2011 in Oslo entschieden, die Arbeiten für eine europäische Waldkonvention aufzunehmen.

Neuer Mitgliederverband aus Italien

Im Rahmen der statutarischen Geschäfte der UEF wurden Hervé Nemoz-Rajot (Frankreich) als Vizepräsident, Thomas Baschny (Österreich) als Sekretär und Anna Petrakieva (Bulgarien) als stellvertretende Sekretärin gewählt. Die UEF bekam mit dem italienischen Verband CONAF, in welchem 3200 Förster und 18 200 Agronomen zusammengeschlossen sind, eine neue grosse Mitgliedsorganisation.

Waldbezogene Umweltbildung im Aufschwung

Der fachliche Teil des Meetings war dem Thema «Umweltbildung und Besucherzentren» gewidmet. Bereits in den Be-

grüssungsworten des zypriotischen Ministers für Landwirtschaft, Naturressourcen und Umwelt sowie den Voten der ranghohen Forstverantwortlichen des Landes kam zum Ausdruck, dass (trotz oder gerade wegen des noch ungenügenden Umweltbewusstseins der Bevölkerung) die Bewusstseinsbildung für Wald und Umwelt als sehr wichtig erkannt ist und von Staat, Gemeinden und NGOs stark gefördert wird. Ein wichtiger Aspekt für die zypriotischen Forstleute ist, der Bevölkerung zu zeigen, wie die Lebensgewohnheiten die Umwelt beeinflussen.

Im Fachseminar stellten Forstleute aus Bulgarien, Deutschland, Österreich, Frankreich und Polen die Aktivitäten betreffend waldbezogene Umweltbildung in ihren Ländern vor. Als Beispiel das Fazit des polnischen Beitrages: «Unser grünes Erbe kann für die nächsten Generationen nur gesichert werden, wenn die nachhaltige Waldbewirtschaftung kombiniert ist mit einem wachsenden öffentlichen Bewusstsein und einem verantwortungsvollen Umgang mit dem Wald durch eine «forstlich gut gebildete» Bevölkerung.»

Das Seminar machte deutlich, dass in ganz Europa die Aktivitäten der waldbezogenen Umweltbildung zunehmen, als wichtige Aufgabe der Forstleute betrachtet werden und vielerorts schon auf einem qualitativ und quantitativ hohen Niveau stehen.

Das europäische Netzwerk Waldpädagogik (www.forestpedagogics.eu) ist seit 2008 auch eine Subgruppe des Forest Communicators Network der UNECE/FAO, in welcher der UEF-Sekretär Thomas Baschny mitwirkt.

Es braucht gut ausgebildete Forstleute

Der Exkursionstag führte ins Troodos-Gebirge (mit 1950 m ü. M. ist der Olympos dessen höchste Erhebung), wo wir den Nationalpark mit botanischem Garten,

das Besucherzentrum und die zypriotische Försterfachschule besuchten. Letztere liegt beim höchstgelegenen Dorf des Gebirges auf 1500 m ü. M.

Die Landesfläche Zyperns, der drittgrössten Insel im Mittelmeer, beträgt rund ein Viertel der Schweiz, 37% davon sind seit 1974 von der Türkei besetzt. Das Land mit einer Bevölkerung von einer Million ist seit 2004 EU-Mitglied, die Ökonomie ist geprägt vom Dienstleistungssektor inkl. Tourismus. Als Nationalbaum gilt die Goldene Eiche (*Quercus alnifolia*). Die Waldbewirtschaftung basiert auf den Prinzipien Nachhaltigkeit und Multifunktionalität. Bei den Aufgaben des Forstdienstes stehen die auf hohem Niveau stehende und sehr wichtige Feuerprävention/-bekämpfung, die Erhaltung der Biodiversität, die Erholungsfunktion und der Ökotourismus, der Wasser- und Bodenschutz sowie die Umweltbildung im Vordergrund. Auch in einem Land, wo die Holzproduktion eine sehr geringe Bedeutung hat, braucht es also gut ausgebildete Waldfachleute!

Zyperns vielfältige Natur und Informationsangebote für die Bevölkerung

Die vielfältige Natur in Zypern, welche u.a. 148 endemische Pflanzenarten kennt, ist attraktiv für umweltbildende Aktivitäten. Gemäss den zypriotischen Forstleuten war die Umweltbildung schon immer eine ihrer Haupttätigkeiten. In Zypern gibt es vier Besucherzentren, zwei Umweltbildungszentren, drei botanische Gärten, 60 Naturpfade auf 268 km Länge, zehn nationale Waldparks und sieben Naturreservate; sieben weitere Besucher- und Umweltbildungszentren sind bis 2015 geplant. Auch viele kleine Gemeinden engagieren sich in der Bildung von lokalen Umweltzentren. ■

Beate Hasspacher (Delegierte des SIA-Fachvereins Wald und Vertreterin des SFV)



Die Teilnehmenden des UEF-Meetings 2011 im Nationalparkzentrum Troodos.



MSc-Studierende der ETH bei einer Anzeichnungsübung im Plenterwald Höhronen (ZG).

Mit der Pensionierung von Professor J.-Ph. Schütz und der Integration der Forstwissenschaften in die Umweltwissenschaften wurde die Professur Waldbau in die zwei Professuren «Waldökologie» (Prof. H. Bugmann) und «Ökosystemmanagement» (Prof. J. Ghazoul) aufgeteilt. Der Waldbau wurde zu einer selbstständigen Forschungsgruppe «Waldmanagement/Waldbau» unter der Leitung von Dr. Peter Rotach. Neben Peter Rotach gehören Michael Bühler (Assistent resp. Doktorand), Dr. Monika Frehner (20%-Pensum) sowie Andreas Rudow (30%-Pensum) zur Gruppe.

Die Gruppe «Waldmanagement/Waldbau» beschäftigt sich mit allen Fragen der Waldbehandlung und der Waldgestaltung im Hinblick auf die verschiedensten auf den Wald bezogenen Bedürfnisse der heutigen Gesellschaft. In Lehre und Forschung versucht die Gruppe, den traditionsreichen naturnahen Waldbau in der Schweiz zu bewahren, ihn auf neue gesellschaftliche Bedürfnisse auszurichten und weiterzuentwickeln. In der Lehre geschieht dies anhand folgender Vorlesungen und Exkursionen:

- Im 3. Semester des Bachelorprogramms (BSc) besuchen die Studierenden die «Exkursionen zu Wald und Landschaft» (1 Kreditpunkt, KP). Hier verfolgen sie den Weg des Holzes vom Waldbestand bis zur Sägerei und stellen sich erstmals die Frage, welche Anforderungen heute von der Gesellschaft an den Wald gestellt werden und wie diese planerisch und betrieblich in einem Forstbetrieb aufgenommen werden.

- In den Veranstaltungen «Integriertes Praktikum Waldökosysteme» (1.5 KP) und «Schlusstage integrierte Praktika: nachhaltige Nutzung der Kulturlandschaft» (4. Semester BSc; 1 KP) verschaffen sich die Studierenden einen ersten umfassenden Überblick über das Ökosystem Wald, die verschiedenen Anforderungen an den Wald und die verschiedenen Methoden der Waldbewirtschaftung.

- In der Vorlesung «Waldnutzungskonzepte» und mit Exkursionen im Rahmen des «Praktikums Wald und Landschaft» (beide 6. Semester BSc; 3 KP resp. 7 KP) wird den Studierenden ein Überblick über historische und moderne Waldbaukonzepte, wesentliche Waldprodukte sowie Waldfunktionen vermittelt. Am Ende dieser Veranstaltungen respektive des BSc-Programms sind die Studierenden fähig, die verschiedenen Nutzungskonzepte zu beurteilen, insbesondere in Bezug auf ihre ökonomische Effizienz sowie ihre Auswirkungen auf Ökosystemfunktionen und -strukturen, Habitatqualität, Biodiversität und andere ökologische Aspekte.

- Im Kurs «Multifunktionales Waldmanagement» (1. Semester Masterprogramm [MSc]; 4 KP) werden die Bedürfnisse für mehrdimensionale Waldökosystemgüter und -leistungen identifiziert und in Anforderungsprofile für Ökosystemstrukturen, -funktionen und -prozesse umgesetzt. Es werden Managementoptionen und -strategien entwickelt und nach ihrer biologischen und ökonomischen Effizienz respektive ihren Auswirkungen (Zielkonflikte) beurteilt.

- Ergänzt wird diese Vorlesung durch neun Exkursionstage im 2. Semester MSc («AK des multifunktionalen Waldmanagements»; 3 KP), an denen sich die Studierenden im Feld unter Führung ausgewiesener Experten ein umfassendes Bild von den drei wichtigsten schweizerischen Waldbaukonzepten Femelschlag, Plenterung und Dauerwald erarbeiten.

Für die Veranstaltungen zum Thema «Schutzwald» ist Dr. Monika Frehner verantwortlich:

- Die Studierenden erhalten im Rahmen des «Praktikums Wald und Landschaft» (6. Semester BSc) an der Rigi-Nordlehne einen ersten eindrücklichen Einblick in die Thematik.

- Vertieft werden die Bedeutung und die Behandlung von Schutzwäldern in der Vorlesung «Schutzwaldmanagement» im 2. Semester MSc (3 KP) behandelt, wobei die Grundlagen der Gebirgswaldökologie in einer separaten Veranstaltung der Professur Waldökologie gelegt werden. Im «Schutzwaldmanagement» befassen sich die Studierenden mit der Frage, welche Waldstrukturen anzustreben sind, damit der Wald wirksam vor Lawinen, Steinerschlag, Rutschungen oder Wildbächen schützen kann, und wie diese Strukturen möglichst effizient erreicht werden können.

- Auf einer 6-tägigen Exkursion am Ende des 2. Semesters MSc werden Standorte, Bestandesstrukturen und Naturgefahren analysiert, NaIS-Anforderungsprofile an den Waldbestand erstellt sowie geeignete Massnahmen zum Erreichen oder Erhalten einer nachhaltigen, optimalen Schutzwirkung des Waldes bestimmt.

Neben der Lehre ist die Gruppe «Waldmanagement/Waldbau» in verschiedenen anderen Bereichen tätig. Im Auftrag des Bundesamts für Umwelt (Bafu) koordiniert sie die schweizerische Mitwirkung am europäischen Programm zur Erhaltung der genetischen Ressourcen unserer Waldbäume (Euforgen), und ihre Mitglieder sind in verschiedenen Arbeitsgruppen als Experten oder in Leitungsfunktion tätig. Ebenfalls im Auftrag des Bafu berät die Gruppe zudem die Kantone in Fragen der Erhaltung und Förderung seltener Baumarten (Seba), insbesondere im Rahmen der Programmvereinbarungen. Mit diesem Mandat wird versucht, die Ergebnisse der verschiedenen Seba-Projekte in Massnahmen umzusetzen und weitere Erfahrungen zu sammeln. ■

Peter Rotach und Michael Bühler

Weiterführende Web-Links

- Waldman./Waldbau: www.wm.ethz.ch,
- Seba: www.wm.ethz.ch/sebapub,
- Euforgen: www.wm.ethz.ch/sebapub/in-fostelle/EUFORGEN

Historischer Brutvogelatlas

KNAUS P ET AL (2011) Historischer Brutvogelatlas. Die Verbreitung der Schweizer Brutvögel seit 1950. Sempach: Schweizerische Vogelwarte. 336 p. ISBN 978-3-9523006-7-1. CHF 85.–.

Gerade noch rechtzeitig hat die Schweizerische Vogelwarte Sempach das Projekt «Avifauna 1950» gestartet, drohte doch das Wissen über die Brutvogelverbreitung der Fünfzigerjahre unwiederbringlich verloren zu gehen. Die Vision war, analog zu den beiden bestehenden Atlanten 1972–1976 und 1993–1996 einen Verbreitungsatlas 1950–1959 zu schaffen, nachdem ja der nächste bereits wieder für 2013–2017 ansteht. Dank der Konzentration auf 100 Vogelarten, die weder häufig noch konstant über die Zeit spärlich waren, konnten trotz disparater Datenlage leidlich aussagekräftige Verbreitungskarten generiert werden, die regionale Veränderungen gut dokumentieren. Eine Ausnahme bilden Regionen im Jura und vor allem in den Alpen, aus denen kaum alte Meldungen gefunden werden konnten. Im Mittelland, teilweise auch in den tieferen Lagen des Juras und der Voralpen, ging die Artenvielfalt am deutlichsten zurück, im Maximum um 23 Arten. In insgesamt elf Rasterquadraten von 10 km × 10 km ging die Artenzahl um mehr als 15 zurück, in zehn Quadraten ist die Artenzahl um mehr als 15 gestiegen, doch handelt es sich dabei um Raster mit schlechtem Bearbeitungsgrad.

Die Landschaft hat sich in der Schweiz innerhalb der letzten 50 Jahre dramatisch verändert. Insbesondere der landwirtschaftliche Strukturwandel und die Zerstörung des «Weichbildes der Landschaft», wozu Kleinstrukturen, Hecken, Böschungen und gestufte Waldränder zählen, haben negative Auswirkungen auf die Vogelwelt. Von den 45 Kulturlandarten zeigen 15 eine deutliche Abnahme, drei Arten sind ganz verschwunden. Fünf Vogelarten zeigen im Kulturland eine moderate Zunahme, darunter Rotmilan, Weissstorch und Saatkrähe. Die Situation bei den Feuchtgebietsarten ist komplex: Während acht Arten ausgedehnter Riedwiesen und Sumpfbgebiete

grosse Verluste hinnehmen mussten, konnten 21 Arten (darunter zehn Entenvögel), welche vom besseren Gebietsschutz und von Naturschutzmassnahmen direkt profitieren, deutliche Gewinne verbuchen.

Der Wald bietet 59 Brutvogelarten Lebensraum. Deren Verbreitung ist bemerkenswert konstant geblieben. Lediglich fünf Arten (Ziegenmelker, Mittelspecht, Hasel-, Birk- und Auerhuhn) sind zurückgegangen, einzig der Weissrückenspecht konnte sein Areal ausdehnen.

Aus heutiger Sicht muten die Brutvogelbestände der Fünfzigerjahre beinahe «paradiesisch» an. Doch muss man sich vor Augen halten, dass damals zum Beispiel schon ein grosser Teil der ehemaligen Feuchtgebiete entwässert worden war, man müsste also mit dem Zustand vor 100 Jahren vergleichen, wozu uns jedoch die Daten fehlen.

Immerhin macht dieser Historische Brutvogelatlas eines deutlich: Der Landschaftswandel von der dörflichen Struktur mit Hochstammobstgärten zum Agglomerationensiedlungsbrei im Mittelland hat bei den Brutvögeln deutliche Spuren hinterlassen. Als Hauptergebnis zeigen die 100 Verbreitungskarten deutlich, welches Potenzial unser Land für die Vogelwelt einmal hatte und wieder einmal haben könnte, falls wir die Wende schaffen von der Agrarwüste zurück zu naturnäheren Landwirtschaftsgebieten, von der Nadelholz-Monokultur zurück zu reich strukturierten Wäldern mit Alt- und Totholz. ■

Beat Wartmann

Hüeterbueb und Heitisträhl

STUBER M, BÜRGI M (2011) Hüeterbueb und Heitisträhl. Traditionelle Formen der Waldnutzung in der Schweiz 1800 bis 2000. Bern: Haupt. 302 p. ISBN 978-3-258-07693-5. CHF 48.–.

In ihrem Buch «Hüeterbueb und Heitisträhl» (Hirtenjunge und Heidelbeerkamm) untersuchen die beiden Autoren Martin Stuber und Matthias Bürgi traditionelle Formen der Waldnutzung – von der Forstwirtschaft üblicherweise als sogenannte Nebennutzungen bezeichnet – anhand von fünf ausgewählten Regionen der Schweiz im Zeitraum 1800 bis 2000. Die Untersuchung konzentriert sich dabei auf die Kategorien Futter (Waldweide, Wald-

heu), Unterlage (Streue, Bettlaub), Nahrung (Beeren, Pilze), Wirkstoffe (Aschenlauge, Gerberrinde), Brennstoffe sowie Werkstoffe. Ziel der Studie ist es, das traditionelle Wissen zur agrarischen Waldnutzung zu erhalten, die Waldnutzung innerhalb der und zwischen den Regionen zu analysieren und sie in den Kontext der ländlichen Ökonomie und Gesellschaft zu stellen. Um es vorwegzunehmen: Diese Vorgabe erfüllt das Buch durchaus.

Zwar wurde in der Vergangenheit in forstgeschichtlichen Arbeiten immer wieder auf einzelne Nutzungen wie die Waldweide oder das Sammeln von Laub hingewiesen, doch gaben die dafür benutzten Quellen in der Regel eine forstwirtschaftliche beziehungsweise obrigkeitliche Sicht wieder. Der Grund für das weitgehende Fehlen von schriftlichen Quellen aus Sicht der Nutzer liegt darin, dass die Menschen ihre ökonomischen Aktivitäten, «die weder in den Tätigkeitsbereich der Verwaltung noch in die Kreisläufe der Geldwirtschaft eingebunden» waren, nicht dokumentierten. Der im Buch gewählte Ansatz versucht diesem Manko entgegenzuwirken, indem die Methode der Oral History angewendet wird. In den Regionen Saanenland, Vorderes Vispental, Fankhausgraben/Trub, Schächental und Prättigau wurden zu diesem Zweck Zeitzeugen, die hauptsächlich in der Land- und Forstwirtschaft tätig waren, systematisch über die verschiedenen Nutzungskategorien befragt. Der Text wirkt dadurch – aufgrund der gewählten Methode wohl nicht vermeidbar – teilweise etwas repetitiv. Dafür erhält der Leser praktisch aus erster Hand Einblick in eine Welt, wo die Waldweide, das Sammeln von Laub, Gerberrinde, Beeren, Ästen und Tannzapfen oder die Herstellung von Schindeln oder Holzzäunen nicht nur selbstverständlich, sondern auch eine ökonomische Notwendigkeit waren. Indem die Autoren ihre Zeitzeugen immer wieder im Originalton zu Wort kommen lassen, entsteht zudem ein lebhaftes Bild vergangener Zeiten. So erinnert sich ein Gewährsmann, wie sie in den Jahren des Zweiten Weltkrieges mit der Schulklasse Tannzapfen einsammeln mussten. Anstatt die vollen Säcke den Berg hinunterzutragen, liessen sie diese einfach hinunterrollen. Am folgenden Tag mussten sie für diese Untat nachsitzen und bekamen das Lineal zu spüren. Der Lehrer entliess sie darauf mit den Worten: «Geht heim, ihr

Fotzelbuben, das vergesse ich nie.» Erinerungen wie diese machen das Buch über die Waldnutzung hinaus zu einem Zeitdokument und sorgen für eine spannende und kurzweilige Lektüre. Gleichzeitig kommt der wissenschaftliche Aspekt, etwa dank einer ausführlichen Einführung über die traditionelle Waldnutzung in der Schweiz seit 1800 oder einem Abschnitt über die Bedeutung der traditionellen Waldnutzung für die (zukünftige) Waldökologie, keineswegs zu kurz.

Als besonderer Bonus wird dem Buch eine DVD mitgeliefert. Ein von Rahel Grunder sehr ansprechend realisierter Film zeigt in eindrucklichen Bildern sechs der im Buch erwähnten traditionellen Nutzungsformen (Waldweide, Laub und Nadeln, Beeren, Pilze und Heilpflanzen, Asche, Harz, Äste, Stämme und Zweige). Dass ein geschlachtetes Schwein in heisses Wasser gelegt wird, dem Harz beigefügt wurde, damit sich die Borsten einfacher lösen, dass zu Beginn des 20. Jahrhunderts an vielen Orten in der Schweiz Kleider und Bettwäsche noch in einer Lauge aus Buchenasche gewaschen wurden oder dass man Milch früher durch Tannennadeln filterte, dürfte manchem Zuschauer dabei neu sein. ■

Daniel Bitterli

Gérer la forêt des deux côtés de l'Atlantique

BOSWORTH D., LEVITTE JD., EDITORS (2010)
Gérer la forêt des deux côtés de l'Atlantique: divergence et convergence de la foresterie européenne et américaine. Actes du colloque international, Nancy, mars 2005 et Grey Towers, Milford, Pennsylvanie, juin 2005. Nancy: AgroParisTech. 321 p. ISBN 978-2-85710-085-0. EUR 44.–.

A l'occasion du centenaire du Service forestier américain, fondé en 1905 par Gifford Pinchot (1865–1946), un élève de l'École forestière de Nancy, il a semblé opportun de réfléchir sur la manière dont la gestion forestière a évolué en Amérique et en Europe. Le colloque, réunissant des forestiers et historiens d'Amérique et d'Europe (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suisse), retrace la contribution de l'Europe à la transition d'une exploitation incontrôlée des forêts des Etats-Unis vers la conservation et gestion durable des res-

sources forestières. Alors que le Gouvernement américain du XIX^e siècle manqua d'autorité pour encadrer les propriétaires forestiers privés, l'arrivée de professionnels forestiers formés en Europe permit en 1905 la création de l'US Forest Service, en s'inspirant des modèles du Vieux Continent. La gestion des forêts américaines a cependant quelque peu divergé des pratiques européennes durant le XX^e siècle. Aujourd'hui, le concept de gestion des forêts pour un développement durable semble à nouveau converger des deux côtés de l'Atlantique, l'évolution vers de nouveaux standards étant même plus rapide aux Etats-Unis.

L'analyse détaillée de cette évolution cyclique du Service forestier américain, entre pratiques destructives et conservatisme idéalisant, démontre à quel point la foresterie résulte de l'évolution de nos sociétés. Cependant, alors que l'intérêt public pour la conservation et gestion durable des forêts n'a jamais été aussi marqué qu'à présent, la formation forestière peine à sauvegarder ses acquis centenaires, tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

L'ouvrage comprend 19 contributions, chacune avec un résumé, une bibliographie et parfois des notes explicatives. Il est structuré en trois parties dont les titres et auteurs sont les suivants:

1^{re} partie: Les racines communes de la foresterie et de la science forestière, avec cinq chapitres rédigés par David Adams, Marie-Jeanne Lionnet, Jean-Luc Peyron, François Le Tacon, Jean Pinon, Francis Martin, Yves Birot, François Houllier et Michael Williams.

2^e partie: Les divergences de la foresterie européenne et américaine, comprenant les cinq textes de Char Miller, John Perlin, Paul Hirt, Christian Barthod et de Heinrich Spiecker.

3^e partie: La re-convergence vers des buts et des objectifs communs de la foresterie durable du XXI^e siècle, avec neuf chapitres de V. Alaric Sample, Franz Schmithüsen, Cyrille Van Effenterre, Jean-Jacques Bénézit, Konstantin von Teuffel, Dennis C. Le Master, Jean-Paul Lanly, Gérard Buttoud, Jeffery Burley, J. E. de Steiguer, Patrice Harou et Terry L. Sharik.

Les éditeurs n'ont malheureusement pas jugé utile de fournir les coordonnées professionnelles de ces 26 personnalités, ni même leur nationalité. Une lacune qui gênera les historiens forestiers et les prati-

ciens qui souhaiteraient approfondir avec eux l'un ou l'autre des nombreux aspects développés.

Dans un bref épilogue, la poursuite de cette coopération transatlantique suggère à l'avenir une convergence accrue des connaissances scientifiques, une convergence des institutions économiques – par exemple par de nouveaux systèmes de baux forestiers – et une convergence des solutions que requièrent les exigences sociales, telles les approches participatives.

Cet ouvrage bien documenté va intéresser tous les décideurs parce que la récente relance du débat concernant les énergies renouvelables va encore accentuer la mondialisation des politiques forestières. Il convient pourtant de conclure avec C. Barthod: «Si les questions et problèmes des forestiers nord-américains finissent toujours par devenir les questions et problèmes des forestiers européens, les réponses doivent respecter les spécificités de part et d'autre de l'Atlantique.» ■

Jean Combe

Forstverein Société forestière

Aus dem Vorstand

Anlässlich der Telefonkonferenz vom 13. März 2012 verabschiedete der Vorstand des Schweizerischen Forstvereins (SFV) seine Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung zur parlamentarischen Initiative 10.470 «Raumplanerische Rahmenbedingungen für die Lagerung einheimischer erneuerbarer Rohstoffe». Weiter genehmigte er den Jahresbericht der Fortbildung Wald und Landschaft, zu deren Trägerorganisationen er gehört.

An der Mitgliederversammlung vom 30. August 2012 wird Adrian L. Meier-Glaser als Präsident des SFV zurücktreten. Der Vorstand freut sich, der Mitgliederversammlung mit Jean Rosset, Leiter der Sektion Walderhaltung im Kanton Waadt, eine kompetente und in der Waldbranche gut vernetzte Persönlichkeit als Nachfolger vorschlagen zu können.

Im Rahmen des Projekts zur Waldbiodiversität wurde am Workshop vom 7. März 2012 der erste Entwurf des Positionspapieres «Waldbiodiversität: Holzproduktion und Artenvielfalt unter einem

Dach» mit ausgewählten Experten diskutiert. An der SFV-Debatte vom 10. Mai 2012, zu welcher wir alle Vereinsmitglieder herzlich einladen (siehe beigelegten Flyer), werden wir einen weiterentwickelten Entwurf zur Diskussion stellen.

Das Internationale Jahr des Waldes ist vorbei, an einem Treffen auf Einladung des Bundesamts für Umwelt Anfang März wurde es offiziell abgeschlossen. Die Vielzahl der Aktivitäten, die von Forstdiensten, Forstbetrieben, Waldeigentümern und Wald- und Umweltverbänden letztes Jahr durchgeführt wurden, ist beeindruckend. Der Aufwand war riesig, hat sich aber gelohnt, war der Grundtenor an der Abschlussveranstaltung.

Am 12. März 2012 traf sich der Beirat der SZF, um konzentriert über die Zeitschrift zu diskutieren. Die Zeitschrift sei sehr schön gemacht, und das redaktionelle Konzept sei auch im aktuellen Umfeld richtig, ist die einhellige Meinung des Beirats. Er sieht die finanziell angespannte Situation des SFV, empfiehlt aber, sich nicht auf Reduktionsszenarien einzulassen, sondern eine Vorwärtsstrategie einzuschlagen und mehr Mittel für die SZF zu beschaffen. ■

Stellungnahme zur parlamentarischen Initiative 10.470

Die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates (Urek-N) schlägt im Zusammenhang mit der parlamentarischen Initiative «Raumplanerische Rahmenbedingungen für die Lagerung einheimischer erneuerbarer Rohstoffe» (10.470) die Einführung eines neuen Artikels 13a im Bundesgesetz über den Wald (WaG) vor. Mit diesem sollen die Bewilligungspraxis der Kantone für gedeckte Energieholzlager vereinheitlicht und die vom Bundesgericht formulierten Bewilligungsvoraussetzungen gelockert werden. Der Schweizerische Forstverein hat im Rahmen der Vernehmlassung eine Stellungnahme eingereicht, die wir nachfolgend abdrucken:

Grundsätzliches

Die Holzenergie ist einer der einheimischen Pfeiler, auf denen die zukünftige Energieversorgung der Schweiz aufbaut. Daher haben wir für das Anliegen der parlamentarischen Initiative Verständnis.

Wie zahlreiche Beispiele aus verschiedenen Kantonen jedoch zeigen, ist es schon unter den heutigen gesetzlichen Rahmenbedingungen möglich, gedeckte Energieholzlager im Wald zu erstellen. Ein neuer Artikel im WaG ist daher nicht nötig.

Hingegen begrüßen wir es, wenn die Bewilligungspraxis der Kantone vereinheitlicht und der Bau von gedeckten Energieholzlagern im Wald in allen Kantonen grundsätzlich ermöglicht wird. Dazu reicht eine Präzisierung der Waldverordnung (WaV), allenfalls kombiniert mit einer Vollzugshilfe des Bundes, aus. Bereits im erläuternden Bericht der Urek-N wird im Abschnitt 2.4 auf eine solche Lösung hingewiesen.

Bemerkungen zur vorgeschlagenen Aufnahme eines Art. 13a ins Waldgesetz

Ob mit der vorgeschlagenen Formulierung die Bewilligungspraxis der Kantone vereinheitlicht werden kann, bezweifeln wir. Dies darum, weil erstens nicht sauber definiert wird, welche Bauten und Anlagen im Wald zonenkonform sind (in Abs. 1 des neuen Art. 13a werden lediglich einige Beispiele aufgezählt), und zweitens, weil keine Eckwerte für die Grössenordnung solcher Bauten und Anlagen festgelegt werden.

Der Verzicht auf einen Nachweis der Standortgebundenheit ist fragwürdig. Er führt dazu, dass aus wirtschaftlichen Gründen gedeckte Energieholzlager grundsätzlich im Wald erstellt würden, weil dies günstiger wäre. Da der Nachweis der Standortgebundenheit respektive der erheblichen Standortvorteile keine unüberwindliche Hürde und kein wesentlicher Nachteil für die Bewilligung ist, sollte er als Voraussetzung beibehalten werden. Alleine die Zweckmässigkeit des Standortes zu prüfen, wie es der neue Art. 13a fordert, reicht nicht aus.

Die in Abs. 2 des neuen Art. 13a enthaltenen Bewilligungsvoraussetzungen ermöglichen es auch Logistikunternehmen, Dienstleistern und anderen Investoren, forstliche Bauten und Anlagen im Wald zu erstellen und zu betreiben. Aus Gründen der Rechtsgleichheit ist dagegen grundsätzlich nichts einzuwenden. Es besteht allerdings die Gefahr, dass die unter dem Aspekt der Bewirtschaftung des lokalen Waldes bewilligten Energieholzlager zu Lager- und Umschlagplätzen für Energieholz aus einem weit grösseren Einzugsraum umfunktioniert werden.

Hinweise zu einer Lösung über eine Anpassung der Waldverordnung

Wirkungsvoll und sachgerecht lassen sich die raumplanerischen Rahmenbedingungen für die Lagerung von Energieholz im Wald über eine Umformulierung und Erweiterung von Art. 14 der WaV erreichen.

In Absatz 1 ist zu umschreiben, was als (zonenkonforme) forstliche Baute oder Anlage im Wald zu verstehen ist. Dazu gehören unseres Erachtens nicht nur die in Abs. 1 des neuen Art. 13a beispielhaft aufgezählten Forstwerkhöfe, gedeckten Energieholzlager und Waldstrassen, sondern sicher auch die ungedeckten Energieholzlager.

In einem zweiten Absatz sind die Voraussetzungen, die eine (zonenkonforme) forstliche Baute oder Anlage im Wald zu erfüllen hat, klar zu umschreiben. Dazu gehören die Standortgebundenheit und die angemessene Dimensionierung, also die Abstimmung beispielsweise auf die forstbetrieblichen Kapazitätsbedürfnisse und die Produktivität des zugehörigen Waldes. Weiter ist auch zu fordern, dass die zonenkonformen Bauten und Anlagen zweckmässig sein sollen und nicht zweckentfremdet werden dürfen. Dass den Bauten und Anlagen keine überwiegenden öffentlichen Interessen entgegenstehen dürfen und dass sie die weiteren gesetzlichen Bestimmungen des Bundes und des Standortkantons sowie der Gemeinde erfüllen müssen, ist geradezu selbstverständlich.

Fazit

Der Schweizerische Forstverein begrüsst die Bestrebungen zur Vereinheitlichung der Bewilligungspraxis der Kantone für den Bau von Energieholzlagern im Wald. Den neuen Art. 13a WaG lehnt er hingegen ab. Stattdessen empfiehlt er, den Art. 14 WaV um eine bessere Definition der zonenkonformen Bauten und Anlagen im Wald und eine klarere Umschreibung der Bewilligungsvoraussetzungen zu ergänzen. ■

Vous trouverez joint à ce numéro l'annonce du débat SFS «Biodiversité en forêt: concilier production de bois et gestion des espèces». Venez nombreux le 10 mai 2012!

Am 21. März 2012 kam der Wald in die Stadt

Den Internationalen Tag des Waldes vom 21. März 2012 nutzte das Bundesamt für Umwelt, um die Bevölkerung für die vermehrte Holznutzung und -verwendung zu sensibilisieren. Dazu stellte es vor dem Bundeshaus in Bern nicht nur die für die Kampagne «Stolz auf Schweizer Holz» entwickelten Plakate aus, sondern inszenierte dort auch einen richtigen Wald mit echten Bäumen, einem Holzschlag und einem Holzpolter. Fachleute des Bundes sowie der Wald- und Holzbranche (so auch des Schweizerischen Forstvereins) standen Besuchern und Passantinnen für Auskünfte zur Verfügung.

Rechtzeitig auf den Anlass hin wurden auch die ersten Ergebnisse des vierten Landesforstinventars (LFI) bekannt: Die Waldfläche der Schweiz nahm zwischen dem LFI3 (2004–2006) und dem aktuellen Zwischenstand des LFI4 (2009–2011) um 32 000 ha oder 2.5% zu. Sie beträgt neu 1.31 Mio. ha. Dabei erfolgte der Waldeinwuchs fast ausschliesslich in Lagen oberhalb von 1000 m ü. M. und grösstenteils in den Alpen. Auch der Holzvorrat stieg in den letzten fünf Jahren gesamthaft weiter an. Dabei zeigen sich auch hier unterschiedliche Entwicklungen je nach Produktionsregion: In den Voralpen, Alpen und auf der Alpensüdseite



Impressionen vom Bundesplatz in Bern. Fotos: Barbara Allgaier Leuch

nahm der Vorrat zwischen 2 und 4% zu. Im Mittelland hingegen nahm er weiter ab – einer Zunahme beim Laubholz von

rund 3% steht eine Abnahme beim Nadelholz von rund 8% gegenüber. ■

Für jede Ladung.



Veranstaltungen des SFV

10. Mai 2012: Waldbiodiversität: Holzproduktion und Artenvielfalt unter einem Dach. SFV-Debatte. Programm und Anmeldung liegen diesem Heft bei.

Juni 2012: Grundanforderungen naturnaher Waldbau – eine Herausforderung. Arbeitsgruppe Vegetation und Boden und Partner.

15. August 2012 (Maienfeld), 16. August 2012 (Lyss): Wald-Wild-Konflikt als Chance. Wald-Wild-Weiterbildung der Arbeitsgruppe Wald und Wildtiere.

30./31. August 2012: 169. Jahresversammlung des Schweizerischen Forstvereins mit Seminar zur Planung.

November 2012: Entscheidungsunterstützungssysteme. Kurs der Arbeitsgruppe Waldplanung und -management und Partner.

November 2012: Fichte ja, aber mit Mass. Kurs der Arbeitsgruppe Vegetation und Boden mit Partnern.

35 years
1977-2012 in Switzerland

Mitsubishi Jubilé³⁵

CashBonus bis 10'000.-

Jubilé³⁵ Leasing
3.35%

36'999.-
Bonus bis 7'000.-

ab **39'999.-**
Bonus bis 10'000.-

ab **29'999.-**
Bonus bis 4'000.-



Outlander 4x4 Jubilé³⁵

Pajero Super Jubilé

L200 Double Cab Jubilé³⁵

Neu: Outlander Jubilé³⁵ 4x4

Genial: Kombi mit variablem Laderaum, 5-7 Sitze

Genial: Geteilte Heckklappe, tiefe Ladekante

Genial: Benzin oder DID Diesel, 156-177 PS

Genial: Anhängelast bis 2 Tonnen, Top-Ausstattung

Jubilé³⁵ BEST OFFER 2.4 Benzin 36'999.-*

Jubilé³⁵ BEST OFFER 2.2 DID 39'499.-*

*Benzin inkl. Bonus 4'000.- / DID inkl. Bonus 3'500.-

Normverbrauch 2.2 DID, 177 PS: 6.3 L/100 km, CO₂ 165 g/km, Kat. C
Modell Navigator 170 PS: CHF 45'999.-, inkl. Bonus 7'000.-

Neu: Pajero Super Jubilé³⁵ 4x4

Genial: Die Nr. 1 im Hardcore-SUV-Segment

Genial: 3.2 DID, 200 PS/441 Nm, ab 7.8 L/100 km

Genial: Super Select 4WD, Reduktionsgetriebe

Genial: Anhängelast bis 3.5 Tonnen, Top-Ausstattung

Jubilé³⁵ BEST OFFER 3-Door 39'999.-*

Jubilé³⁵ BEST OFFER 5-Door 43'999.-*

*3-Door inkl. Bonus 8'000.- / 5-Door inkl. Bonus 7'000.-

Normverbrauch: 7.8 L/100 km, CO₂ 207 g/km, Kat. E
Modell Navigator 5-Door: 65'999.-, inkl. Bonus 10'000.-

Neu: L200 Jubilé³⁵ 4x4

Genial: 178 PS, Super Select 4WD, Option Automat

Genial: Nutzlast bis 1'005 kg, Option bis 1'215 kg

Genial: Anhängelast bis 3.5 Tonnen (Option), Top Ausstattung

Genial: Weitere Modelle mit 136 PS, 4 Brücken

Jubilé³⁵ BEST OFFER Double Cab 39'999.-*

Jubilé³⁵ BEST OFFER Single Cab 29'999.-*

*Double Cab inkl. Bonus 4'000.- / Single Cab inkl. Bonus 2'000.-

Gültigkeit: 1.1. bis 30.6.2012 ***Jubilé³⁵ BEST OFFER mit Jubilé³⁵ CashBonus:** Kauf/Immatrikulation eines Mitsubishi Neuwagens ab Lager/solange Vorrat beim Mitsubishi Partner. Alle Preise sind empfohlene Netto-Richtpreise in CHF inkl. 8.0% MwSt. und inkl. Jubilé³⁵ CashBonus. ** **3.35% Jubilé³⁵ Leasing** mit reduziertem Bonus bei Immatrikulation, 48 Mte., 10'000 km/Jahr, eff. Jahreszins 3.4%, Kautiön 5% (mind. CHF 1'000.-), Vollkasko obligat. Multilease AG gewährt keine Finanzierung, falls diese zu einer Überschuldung des Leasingnehmers führen kann. CO₂-Durchschnitt aller verkauften Neuwagen: 159 g/km www.mitsubishi-motors.ch www.multilease.ch

Genial bis ins Detail.



Und jedes Budget.

Der Ford Transit bietet neben seinem grossen und vielseitig nutzbaren Laderaum sensationell tiefe Betriebskosten von nur 27 Rappen/km all-inclusive. Dazu erfüllen alle Ford Transit Modelle die Euro-5-Abgasnorm und sind schnell verfügbar.



TRANSIT START-UP

AB FR. **18'990.-¹** FR./KM **-.27²**

Nettopreise exkl. MWST für gewerbliche Kunden mit Handelsregistereintrag. Angebot bei teilnehmenden Händlern gültig bis 30.6.2012. ¹Transit 260S Start-up, 100 PS/74 kW, 6-Gang. ²Business Partner Berechnungsbeispiel: Full Service Leasing Fr. 558.-/Monat. Finanzierung mit 3.9% (48 Monate/25'000 km/Jahr) inklusive Wartung/Verschleiss, Versicherung, Reifen.



ford.ch/transit



STIHL MotoMix –
der schadstoffarme

Kraftstoff für 2-Takt- und 4-Mix Motoren



STIHL MS 441 - Leistung und Qualität für den Profi

Wer mit einer STIHL MS 441 arbeitet, der spürt was in ihr steckt: Begeisterung für Leistung und Qualität bis ins kleinste Detail. Die innovative Profisäge ist massgeschneidert für die extremen Belastungen wie sie bei der professionellen Holzernte anfallen. Innovative Technik und durchdachte Details schaffen die Voraussetzung dafür, dass die Arbeit besonders schnell, wirtschaftlich, kräfteschonend und umweltfreundlich von der Hand geht.

Für welche Säge entscheiden Sie sich? Für die **MS 441**, die **MS 441 C-Q** mit Kettenbremse, die **MS 441W** mit Griffheizung, die **MS 441 C-M** mit M-Tronic - dem vollelektronischen Motormanagement oder die **MS 441 C-MW** mit M-Tronic und elektronischer Griffheizung? Katalogpreis ab Fr. 1'625.– (inkl. MwSt) mit Wärmegriff zum Aufpreis von Fr. 100.–. **Lassen Sie sich von Ihrem Fachhändler beraten und legen Sie los.**

STIHL VERTRIEBS AG

Isenrietstrasse 4
8617 Mönchaltorf
info@stihl.ch
www.stihl.ch

STIHL®